

rapide, car ce serait mensongé, retrouvera peu à peu le chemin d'un emploi mieux réparti en faveur de tous.

Déjà les résultats apparaissent, déjà la croissance est revenue et nous faisons en sorte que les déficits budgétaires et sociaux soient le mieux maîtrisés possible. C'est un début, il reste encore beaucoup à faire, je le sais, mais c'était un début indispensable.

Mais la France, et vous y êtes sensibles, et j'en suis certain - car le rôle d'un gouvernement n'est pas seulement de répondre aux préoccupations matérielles des uns et des autres, mais aussi de donner à chacun un sentiment de fierté nationale mieux affirmée - la France doit aussi être en mesure de jouer son rôle pleinement dans le monde.

Pacte de stabilité en Europe - ex-Yougoslavie - Bosnie - Rwanda

Elle le fait en Europe en prônant un Pacte de stabilité entre tous les pays européens qui nous garantissent que nous ne verrons pas le retour ailleurs des événements qui ravagent l'ex-Yougoslavie. Elle le fait au sein de l'Union européenne, elle le fait en Bosnie où la présence française est la plus importante ; elle le fait en Afrique, en réaffirmant la politique africaine de la France car, contrairement à ce que j'entends parfois, tenir à ses partenaires un langage de vérité, de responsabilité, c'est les respecter et c'est les appeler à l'effort commun, c'est ce que nous avons fait. Elle le fait maintenant au Rwanda où la première, et bien seule, pendant un certain temps, elle a pris des responsabilités devant l'indifférence et parfois même l'hostilité générale. Voilà qu'aujourd'hui la conscience internationale s'éveille et que chacun se rend compte que ce qui se joue au Rwanda est proprement intolérable pour la conscience morale, en tout cas des Français qui sont attachés à l'Afrique et attachés à leur devoir moral envers l'Afrique.

Toutes ces raisons pour vous doivent être, je me permets de le dire, des raisons de fierté. La France continue, elle continue à jouer son rôle en Afrique et notre objectif est même de renforcer ce rôle, et je souhaite que vous vous associiez à cet effort les uns et les autres à la place où le sort vous a placés dans le monde de l'économie, dans vos professions, dans les activités culturelles, universitaires, administratives ou militaires. Nous avons besoin du concours de tous les Français, quelle que soit leur opinion qui sont toutes parfaitement respectables. Nous avons besoin du concours de tous les Français pour faire en sorte que le monde ayant tellement changé depuis quelques années, la place de la France y soit non seulement confirmée mais y soit renforcée. Et c'est à cet effort que je me permets de vous appeler les uns et les autres : nous ne pourrions pas réaffirmer, développer la place de la France en Europe, comme en Afrique, comme dans le reste du monde sans votre concours à tous. C'est ce concours que, je me permets de le dire, j'attends de vous.

Mes chers compatriotes, il me reste à vous féliciter du rôle que vous jouez ici et à vous en remercier.

Vive la France.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Interview du Premier ministre, M. Edouard Balladur au quotidien "Fraternité-Matin"

France - Afrique

Q - Monsieur le Premier ministre, quel est le sens de votre visite en Côte-d'Ivoire ?

R - J'ai décidé de me rendre en Côte-d'Ivoire ainsi que dans deux autres pays africains, le Sénégal et le Gabon, pour réaffirmer de la façon la plus nette l'engagement de la France aux côtés de l'Afrique et notre détermination à soutenir les efforts qu'elle a engagés pour son redressement économique et pour une stabilité politique renforcée. La France a confiance dans les capacités du continent africain et dans son aptitude à surmonter les difficultés qu'il traverse. Encore fallait-il engager une action déterminée pour adapter l'Afrique aux nouvelles réalités économiques et politiques mondiales ; les pays africains ont pris des mesures courageuses pour retrouver le chemin du développement. La France les a soutenus pleinement, en mettant en œuvre des moyens importants. Elle continuera à être aux côtés de l'Afrique.

France - Côte-d'Ivoire - dévaluation du franc CFA - coopération

Q - La France est le premier bailleur de fonds de la Côte-d'Ivoire. Entendez-vous poursuivre cette politique ?

R - La France a une relation privilégiée et ancienne avec la Côte-d'Ivoire. Je souhaite qu'elle se poursuive. Votre pays a dû faire face à une période particulièrement difficile marquée par le décès du Président Houphouët-Boigny et la décision des chefs d'Etat de la zone franc de dévaluer le franc CFA. Il a fait preuve d'une maturité exemplaire et je suis confiant dans son avenir et dans son dynamisme économique.

La France a été le premier bailleur de fonds de la Côte-d'Ivoire dans la période de crise économique qui a été marquée par un arrêt quasi-total des aides extérieures. Elle ne sera plus seule cette année. La politique courageuse de redressement engagée par le Président Konan Bédié a permis à la Côte-d'Ivoire de renouer avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cette évolution qui met un terme à l'isolement dans lequel se trouvait la Côte-d'Ivoire est très positive. Cependant, les concours financiers français resteront les plus importants des concours bilatéraux. Les décisions prises par le gouvernement français pour accompagner la dévaluation se traduisent par un effort financier d'une ampleur sans précédent.

Les financements extérieurs au soutien de la dévaluation ont un caractère exceptionnel. Ils devront être relayés par le retour des capitaux et surtout le développement de l'investissement privé. Je suis certain que la Côte-d'Ivoire saura créer un climat de confiance qui incitera les entreprises à y développer leurs investissements. Je souhaite bien entendu que les entreprises

françaises soient les premières à multiplier leurs activités et leurs projets dans votre pays.

Q - Que représente la Côte-d'Ivoire pour la France ?

R - La Côte-d'Ivoire et la France sont des partenaires privilégiés l'un pour l'autre, comme en témoigne le niveau de notre coopération dans tous les domaines et la qualité des relations qu'entretiennent nos deux pays. Le poids économique de la Côte-d'Ivoire dans la sous-région, sa stabilité politique qui résulte des politiques sages conduites par le Président Houphouët-Boigny et poursuivies par le Président Konan Bédié, font de votre pays un acteur important dans cette partie du monde. C'est pour ces raisons et aussi parce que l'histoire et la langue que nous avons en commun ont fait de nos deux pays des amis si proches, que les relations entre la France et la Côte-d'Ivoire auront toujours une place à part dans la politique extérieure de la France.

Q - Le Président Konan Bédié était récemment à Paris. Quel regard posez-vous sur le deuxième Président de la Côte-d'Ivoire ?

R - La France a effectivement eu le plaisir de recevoir le Président Konan Bédié, il y a quelques semaines et j'ai eu le privilège de m'entretenir longuement avec lui. Je tiens à rendre hommage à la façon exemplaire dont le Président Konan Bédié dans les conditions les plus sereines et les plus régulières a conduit le processus de transition qui a suivi le décès du Président Houphouët-Boigny. Le Président Konan Bédié a fait, ces derniers mois, la démonstration de ses talents d'homme d'Etat et de sa capacité à faire progresser la Côte-d'Ivoire dans la direction tracée par son prédécesseur.

Intervention française au Rwanda

Q - Qu'avez-vous à répondre à ceux qui disent que la France n'a pas la neutralité requise pour intervenir au Rwanda ?

R - La France a été la première, et pendant un temps que nous avons trouvé bien long la seule, à intervenir dans ce pays pour faire cesser les massacres et apporter de l'aide aux populations rwandaises affectées par le conflit. Notre intervention a permis de sauver des centaines de milliers de personnes dont la vie était menacée et d'empêcher un exode encore plus massif de populations vers les pays voisins. Notre action a également été déterminante pour accélérer l'importante mobilisation de la communauté internationale, qui paraît enfin avoir pris toute la mesure de ce drame humanitaire. J'observe d'ailleurs que les critiques qui ont pu se manifester lorsque nous avons engagé notre action au Rwanda se sont tues et que chacun reconnaît à présent le bien-fondé de l'initiative française et nous demande désormais de rester.

France - Afrique - stabilité en Afrique - démocratisation - opérations de maintien de la paix de l'OUA - aide au développement

Q - Comment expliquer, Monsieur le Premier ministre, le fait que la France continue d'envoyer ses troupes dans ses anciennes colonies lorsque celles-ci sont en difficulté ? Il y a eu le Sénégal, le Tchad, le Zaïre, le Gabon, le Togo, etc.

R - Au lendemain de la décolonisation, la France s'est préoccupée de répondre aux besoins de sécurité des pays issus de ce processus. Mon pays est ainsi lié à plusieurs pays d'Afrique par des accords de défense, qui traduisent à la fois notre engagement en faveur de la sécurité et de la stabilité de ces pays, et leur souhait de préserver avec la France des liens en matière de défense. Ces accords continueront à exister tant que les pays qui en bénéficient le souhaiteront. La France, chaque fois que la demande lui en a été faite, a contribué, conformément aux accords passés, à préserver la stabilité de nos alliés africains et à prévenir des menaces extérieures. Cette action a été bénéfique pour la stabilité du continent africain.

Q - De nombreux observateurs africains affirment que l'Afrique ne vous intéresse pas beaucoup. Qu'en est-il exactement ?

R - Je crois que mon gouvernement a fait la preuve par ses actes de l'intérêt majeur qu'il attachait à la solidarité franco-africaine. Jamais un gouvernement français n'a dégagé des moyens aussi importants en faveur de l'Afrique que le mien, et ceci pour permettre aux pays de la zone franc de retrouver la voie de la croissance. Ma présence à Abidjan a pour objet de venir dire à nos amis africains que la France admire leur courage d'avoir pris des décisions difficiles mais indispensables. Chacun sait par ailleurs tout l'intérêt que je porte à la francophonie, et vous savez combien elle est vivante en Afrique.

Q - A l'heure du multipartisme en Afrique, il y a beaucoup de campagnes anti-françaises dans plusieurs capitales francophones. Des commentaires ?

R - L'existence de liens étroits et amicaux entre nos pays n'exclut pas l'expression libre et démocratique de critiques. La qualité de l'accueil qui m'a été réservé à Abidjan comme hier au Sénégal m'a confirmé que l'amitié franco-africaine est toujours profonde et chaleureuse, et que nous tous, Français comme Africains, sommes attachés à la préservation de cette région.

Q - Quel regard jetez-vous sur la démocratie en Afrique ? Pour vous, la France est-elle garante de cette démocratie ?

R - Nous voyons partout dans le monde le développement d'une aspiration à la liberté et à l'expression démocratique : l'Afrique n'échappe pas à ce mouvement.

Beaucoup de progrès ont été accomplis dans de nombreux pays africains vers davantage de démocratie. La France a apporté son plein soutien à cette évolution et elle entend continuer à le faire ; mais c'est aux Africains eux-mêmes qu'il appartient de définir les moyens de garantir davantage de pluralisme et de renforcer l'état de droit. Celui-ci est la condition de la stabilité politique et par conséquent du développement.

Q - Qu'avez-vous à dire à ceux qui soutiennent que la France est toujours le gendarme de l'Afrique ?

R - Je ne vois pas très bien ce que signifie cette expression. Comme je vous l'ai déjà indiqué, la France attache un intérêt particulier à la sécurité et à la stabilité de l'Afrique et elle ne ménage pas ses efforts pour favoriser le règlement des conflits sur le continent africain. Il est en ainsi parce que mon pays a, en tant que

membre permanent du Conseil de sécurité, des responsabilités particulières pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et aussi parce que la France entretient des relations anciennes de solidarité et de confiance avec l'Afrique. Mais il est indispensable que l'Afrique se dote des moyens nécessaires pour régler elle-même les conflits qui l'affectent. La création du mécanisme de règlement des conflits de l'OUA est un pas encourageant dans cette direction.

Q - Comment voyez-vous désormais l'avenir des accords de coopération au plan militaire et de la défense entre la France et l'Afrique ?

R - Pour autant que ces pays le souhaiteront, nous continuerons à entretenir des relations de coopération en matière de défense avec les pays qui ont conclu des accords avec la France.

Les problèmes du maintien de la paix et des interventions humanitaires ouvrent des perspectives nouvelles à cette coopération. La présence de plusieurs pays africains aux côtés de la France dans l'opération humanitaire qu'elle mène en est, me semble-t-il, une illustration.

Q - Aujourd'hui, il est de plus en plus question d'adapter la coopération française aux réalités africaines, mais en quels termes ?

R - Deux évolutions me paraissent souhaitables, qui vont toutes deux dans le sens d'une meilleure réponse aux besoins des pays africains.

En premier lieu, il s'agit d'orienter davantage l'aide française vers le financement de projets et l'accompagnement des entreprises. Le rôle normal de l'aide n'est pas d'assurer le financement des dépenses de fonctionnement des Etats, il est de préparer l'avenir. Il faut désormais affecter davantage notre aide au financement de projets qui assurent la croissance sur le long terme et créent des emplois. Le redressement des finances publiques des pays de la zone franc doit permettre de faire des progrès dans ce sens dès l'année prochaine.

En second lieu, l'expérience du Fonds spécial de développement mis en place à titre exceptionnel cette année a montré les mérites des actions de proximité menées en étroite liaison avec les opérateurs locaux et les collectivités territoriales. Je souhaite que la part des crédits d'aide dont l'utilisation est déconcentrée soit accrue dès l'année prochaine.

Q - Le Sommet de la Baule en juin 1990 a débouché quelques années plus tard sur des malentendus entre Français et Africains. Des explications ?

R - La nécessaire évolution vers davantage de démocratie et de pluralisme ne peut être menée à bien sans que soit pris en compte l'ensemble des éléments qui concourent à l'édification d'une société démocratique ; le développement de l'éducation, le renforcement de l'Etat de droit ou la protection des minorités. Chaque pays africain a des contraintes différentes dans ces domaines, qui justifient une approche particulière. Il n'y a pas de modèle et de rythme uniques pour la démocratisation ; telle est sans doute la leçon de ces dernières années.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Interview du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'hebdomadaire ivoirien "Le Réveil"

France - Côte-d'Ivoire

Q - Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous dire, au moment où vous effectuez votre première visite en Afrique, quel est le sens de votre visite en Côte-d'Ivoire ?

R - Je tenais à manifester l'engagement de la France auprès des pays d'Afrique francophone, à l'heure où ceux-ci traversent des difficultés. Je ne pouvais le faire tant que la question de la valeur du franc CFA n'avait pas été réglée. Neuf mois après la dévaluation, il me semble que les choses vont un peu mieux. J'ai donc choisi de me rendre dans les pays où la réussite de cette opération me paraissait revêtir une importance symbolique particulière.

J'ajoute que la Côte-d'Ivoire joue dans la région un rôle économique et politique essentiel ; vos réussites profitent à l'ensemble des pays de la zone et il est important que la France montre qu'elle se tient à vos côtés. Enfin, je souhaitais saluer le peuple ivoirien dans des circonstances moins douloureuses que celles de février dernier, au moment du dernier hommage au Président Houphouët-Boigny et lui exprimer mon admiration pour l'évolution récente de la Côte-d'Ivoire sous l'autorité de son nouveau Président.

Q - Le chef de l'Etat ivoirien, M. Henri Konan Bédié vient d'effectuer en France sa première visite officielle depuis son accession à la magistrature suprême de notre pays. Que retenir de cette visite ?

R - Le Président Konan Bédié est venu en visite officielle en France, il y a maintenant deux semaines. Sa présence à Paris au moment où nous célébrons le 14 juillet a donné à cette visite un caractère particulier. Français et Ivoiriens, liés par une histoire et une culture communes, y ont été, j'en suis convaincu, sensibles.

A l'occasion de cette visite, j'ai pu apprécier la personnalité et les talents d'homme d'Etat du Président Konan Bédié, qui a su assumer la succession d'un prédécesseur aussi illustre que le Président Houphouët-Boigny. J'ai également été sensible au soutien sans réserve que le Président Konan Bédié a apporté à l'action de la France au Rwanda.

Q - Un sujet qui préoccupe les Ivoiriens reste certainement le problème d'obtention des visas d'entrée en France. L'excellence de la coopération franco-ivoirienne peut-elle se refléter dans ce domaine aussi ?

R - La politique de la France en matière de visas a pour objectif général de protéger les entrées qui se font légalement sur notre territoire. Elle doit également tenir compte de la coopération que nous avons avec nos partenaires de l'Union européenne dans ce domaine.

En ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, il me semble que cette politique générale est appliquée avec la souplesse nécessaire pour tenir compte de l'ancienneté de nos liens et de l'expérience de nos relations. J'ajoute